

Commission : Sommet euromed

Problématique : Comment relancer une coopération trans-méditerranéenne Moyen Orient profitable ?

Auteur : Iraq

L'Irak ou Iraq est aujourd'hui une république fédérale dirigée par Abdul Latif Rachid (président) et son premier ministre Mohammed Chia Al-Soudani. Sa population est de 40 millions d'habitants. La majorité de ces habitants sont musulmans (98%). Deux courants cohabitent : les chiites et les sunnites. L'Irak est frontalière de l'Iran avec qui elle entretient depuis toujours des relations conflictuelles. Celles-ci se sont accélérées depuis 2022. La Turquie, le Koweït, l'Arabie saoudite, la Jordanie, et la Syrie sont aussi des pays frontaliers de l'Irak qui se retrouvent souvent au sein de conflits. Les relations entre l'Irak et l'Union européenne sont faibles et rares. Or les deux ont tout intérêt à collaborer et échanger dans le but d'un bien commun. C'est le cas dans certains domaines spécifiques comme le terrorisme, le commerce, l'immigration ou encore l'écologie. Nous allons donc voir comment relancer une coopération trans-méditerranéenne/Moyen-Orient profitable ?

L'Irak a un rôle clé dans le relancement de la coopération trans-méditerranéenne. Nous sommes concernés par la totalité des problématiques que soulève cette question. Le groupe armé de Daech est installé dans nos terres. Celui-ci a subi en 2003 un grand coup lors de l'opération militaire américaine mais reste aujourd'hui le principal acteur des attentats terroristes. Il menace aussi notre population et nous faisons de notre mieux afin d'éradiquer ce groupe. Mais une aide concrète européenne nous aiderait grandement. De plus nous sommes le second plus grand producteur de pétrole en 2023 dans le monde et nous ne participons qu'à 6,6% des importations de pétrole européen. Dans un contexte où la Russie, fournisseur majeur de l'Union européenne en pétrole et gaz en 2021, est en guerre et que le prix du baril augmente fortement en UE, nous avons un grand intérêt à revoir nos échanges à la hausse. Cependant le pétrole est aussi une problématique pour notre pays. Celui-ci représente près de 90 % de notre PIB. Notre économie dépend donc dangereusement du cours du pétrole. De plus, il encourt chez nous une corruption et des intérêts personnels grandissant. L'Union Européenne pourrait nous accompagner dans une diversification de notre économie à travers le développement d'un secteur plus technique.

Nous sommes très favorables à une coopération grandissante entre l'Europe et l'Irak. En effet depuis la guerre avec l'Iran et plus tard avec Daech l'Union Européenne a soutenue activement l'Irak dans sa reconstruction et sa stabilité ce qui a jusqu'à ce jour été fructueux. En 2017, la France a accordé un prêt à l'Irak d'un montant de 430 millions d'euros sur une durée de 17 ans dans le but d'aider le pays à opérer des réformes de fond et mieux gérer ses finances publiques. De même à "l'International Conference for the reconstruction of Iraq" 30 milliards de dollars ont été donnés par la communauté internationale pour la reconstruction de l'Irak. Ainsi les prochaines années seront essentielles pour l'économie, la sécurité et la prospérité d'Irak. Et l'Union Européenne a tout intérêt à en être un acteur principal.

Pour relancer une coopération trans-méditerranéenne/Moyen-Orient profitable, l'Irak a déjà ratifié des accords, comme des accords de libre-échange notamment le GZALE (Grande zone arabe de libre échange) ou figure plusieurs pays du Moyen-Orient (Arabie-saoudite, Algérie et Iran), notre pays a aussi conclue des accords avec l'Union européenne, la Turquie, la Tunisie et le Maroc visant à faciliter le commerce et l'investissement entre ces pays.

Pour relancer cette coopération notre pays doit continuer à entretenir ces relations que ce soit des relations commerciales, diplomatiques et culturelles que nous avons citées auparavant. Pour cela il faudrait dans un premier temps développer des axes maritimes aériens et sous marins (pipelines) entre l'UE et l'Irak. Cela permettra non seulement de faciliter le tourisme européen en Irak et ainsi nous permettre de diversifier l'économie et devenir un peu plus indépendant du pétrole. Et en même temps de permettre à l'Europe d'importer plus de pétrole d'Irak soutenant ainsi un pays en pleine reconstruction et devenant plus indépendant du pétrole Russe.

Nous pouvons aussi encourager les échanges d'étudiants, de chercheurs et d'artistes avec les pays méditerranéens et du Moyen-Orient afin de renforcer les liens culturels entre les peuples.

L'Irak subit aussi depuis quelques années les effets du réchauffement climatique. L'agriculture irakienne souffre de plus en plus de sécheresses extrêmes et de températures très élevées qui ont fait par exemple diviser par dix en 2021 la production de blé au nord du pays dans la province de Ninive surnommée le grenier à blé de l'Irak. Cette production est passée de 927 000 tonnes en 2020 à 89 000 tonnes en 2021. Le pays est confronté aussi depuis des années à une diminution des cours

d'eau du Tigre et de l'Euphrate accentuée par la construction de barrages par la Turquie et l'Iran. Cela représente une perte de terres agricoles et de revenus pour les familles Irakiennes non négligeables. Le climat est donc aussi dans nos préoccupations et nous espérons une aide humanitaire matérielle internationale pour les familles Irakiennes qui seront bientôt obligées de quitter le pays pour survivre.